

WORKSHOP France – MERCOSUR

Retranscriptions de deux Interventions de Gustave Massiah

A) Séminaire de préparation au workshop de Caracas du 11 au 25 avril 2009
Séance n°2 : le 06 mars 2009, 9h30-13h00

B) Séminaire de préparation au workshop d'Asuncion du 17 avril au 2 mai 2010
Séance n°2 : le 13 mars 2010, 9h30-13h00

Thème :

Sur les rapports entre modèles de développement économiques et modèles de développements (transformations) urbain(e)s

(Notes prises et retranscrites par claudio secci)

A) Intervention de Gustave Massiah dans le séminaire de préparation au workshop de Caracas 2009, le 06 mars 2009, 9h30-13h00

Propos introductif :

GM propose cinq hypothèses de départ :

- 1) Comment tenir compte de la ville et des formes urbaines dans ses caractéristiques pour intervenir en tant qu'architecte ?
- 2) Dans quelles dynamiques urbaines s'inscrivent les projets urbains rencontrés dans les situations du type « barrios » (Caracas) ?
- 3) Quels sont les « modèles de développement », au croisement entre « politiques de développement » et « formes urbaines »
- 4) Quelles conséquences tirer de la crise des modèles urbains ?
- 5) Comment l'architecte peut-il se positionner par rapport à ces phénomènes ?

1_ Comment tenir compte de la ville et des formes urbaines dans ses caractéristiques pour intervenir en tant qu'architecte ?

- **Deux niveaux de pertinence : l'agglomération ou métropole, d'une part, et les quartiers, de l'autre.**

La ville telle qu'elle se présente aujourd'hui comporte deux niveaux :

- celui de l'agglomération
- celui des quartiers

L'analyse de ces deux niveaux dans leur relation est centrale pour réfléchir, comprendre, intervenir... sur des situations urbaines.

- **Apprendre de l'histoire d'un territoire ?**

Une métropole est structurée par une histoire, c'est donc une question inévitable. Cela dit, comment prendre en compte l'histoire comme « biais » ou « levier » d'analyse ?

On pourrait croire que l'approche appropriée serait de partir de la fin des temps pour venir et appréhender le présent. Or, il faut faire l'inverse !

Partir du présent pour revisiter le passé, donc l'histoire d'une métropole.

Partir des questions actuelles pour préparer l'avenir en allant voir dans le passé quelles sont les leçons à tirer ?

- **Faire des zoom sur des questions au lieu de penser trop global**

Ne pas hésiter aussi à faire des « zooms » ou « focus » sur des aspects précis au lieu de vouloir embrasser l'histoire et le territoire dans sa globalité

- **Une ville, une métropole... sont multiples**

Une ville est constituée de plusieurs villes. Il y a une coexistence de ville et de couche historique.

La ville se construit par additions successives. Chaque couche ou étape s'organise à partir d'une logique dominante qui mène à un renouvellement de la ville et de tous ses quartiers. Autrement dit, ces logiques induisent des réorganisations de toutes les couches plus anciennes qui deviennent des nouveaux systèmes hybrides.

- **Une ville se développe autour de systèmes dominants et de résistances**

L'organisation d'une ville se constitue toujours avec ces deux systèmes, dominants et résistances. À partir de là, à

chaque moment de l'histoire et de la transformation d'une ville, le choix est à faire :

- se situe-t-on dans le système dominant ?
- se place-t-on dans une approche de résistance ?

Prenons l'exemple du Venezuela et de Caracas exemple : les barrios sont clairement l'expression d'une résistance. Lorsque les habitants arrivent en ville, ils pourraient dire : « on ne reste pas à dans ces conditions. On retourne à la campagne ! ». Or, non : ils décident de rester et de s'installer tant bien que mal dans des poches où ils peuvent s'installer même aux risques de leur sécurité...

- **3 éléments/niveaux d'analyse d'une ville**

- le territoire
- les populations
- activités

Ces trois niveaux sont à voir en système. Autrement dit, ils sont en interrelation.

Sur ces éléments, sachez que les statistiques donnent un regard assez limité des populations. Ce qu'il faut regarder ce sont les « mouvements sociaux », c'est-à-dire comment les populations s'organisent pour agir ?

- **À partir de ces quelques éléments de départ, la question est : comment suivre un quartier et ou par quel projet urbain l'accompagner ?**

Les projets urbains étant souvent liés aux logiques dominantes, il est important de les comprendre pour essayer de voir s'il est possible de proposer des alternatives. La question qui à poser est :

- que fait-on et pourquoi ?

2_ Dans quelles dynamiques urbaines s'inscrivent les projets urbains rencontrés dans les situations du type « barrios » (Caracas) ?

Quelques éléments de compréhensions des situations que vous allez rencontrer :

- **L'importance des politiques foncières**

Les politiques foncières sont très fortement en rapport avec des dynamiques économiques et sociales.

Par contre, elles ne déterminent pas les formes urbaines. Cette non-relation de cause à effet est très importante.

Par exemple, les barrios à Caracas se sont implanté dans des terrains non-organisé dans le sens ils n'ont pas été au préalable aménagés. Et si ces terrains n'ont pas été investis et ou aménagés, c'est qu'ils sont dangereux.

Cette situation est récurrente dans beaucoup de villes du monde :

A Caracas

- terrain sur les collines très raides (+ de 40%) et peu sûres (risques : effondrement du sol, éboulements, torrents d'eau et de boue, etc.),
- terrains le long des cours d'eau (zones inondables...)

En Egypte :

- terrains gagnés sur le désert

Indes

- terrains le long des chemins de fer, des autoroutes (et tout particulièrement sous les ponts) ;
- Etc.

Bref, ces installations sont liées au statut des terrains. Ce sont souvent des terrains publics, de l'armée, ... ou alors des terrains privés de grands propriétaires terriens (domaine agricole, etc.)

- **Les barrios sont des organisations sociales**

Les *barrios*, *favellas*, bidonvilles, etc. sont constituées d'organisations sociales structurées.

Par exemple au Brésil, il y a en premier lieu (au départ) des organisations sociales. Ensuite, il y a une occupation très bien organisée qui prépare : où on s'installe (le lieu à occuper) ? quand on occupe (jour, nuit, we, jours de fêtes) ? Qui et combien (quelles populations) ?

Souvent les premières installations sont très bien organisées et localisées. Ensuite, l'extension se fait en « taches d'huile »

- **Distinguer les différentes sortes de migrants qui vont vers les barrios ?**

Il y a des exodes de trois grands groupes :

- ceux qui s'organisent en provenance de la campagne et qui arrivent en ville
- ceux qui proviennent de la ville, issus d'organisations urbaines
- ceux qui constitue une migration de l'extérieur, c'est-à-dire une migration internationale qui arrivent par le biais de réseaux très bien constitués (passeurs de frontières, d'obstacles géographiques, etc.)

- **Hiérarchie entre « Primo-migrants » et les « arrivants-ensuite » ...**

Le « primo-migrants » sont des populations qui s'organisent à la campagne et qui ensuite arrivent en ville.

Ils s'installent une hiérarchie avec les arrivants suivants.

Les primo-arrivants ont une « quasi-propriété » du sol, donc ils vont jouer une place importante.

Ils vont louer, sous-louer comme s'ils étaient propriétaires...

- **Processus de régularisation et ses risques ? Donc de quelles régularisations parlent-on ? Droit d'usage ? Droit de propriété ? Droit à rester ?**

La régularisation concerne évidemment les « Primo-migrants ».

Si ce processus de régularisation paraît nécessaire, il est aussi cruellement porteur de dangers, d'insécurité et d'exclusions. Autrement dit, souvent, les primo-arrivants sont régularisés, les autres sont éjectés !

Il faut donc s'interroger sérieusement sur ce qu'il faut entendre par « régularisation ».

Lors de régularisation, plus que de passé du « droit d'usage » au « droit de propriété », il faut réussir à

- (1) poser d'abord le « **droit de rester** » : qui peut rester, donc à qui on reconnaît ce droit ?
- (2) stabiliser en introduisant des infrastructures : ce qui demande très souvent un remodelage urbain important qui doit se faire avec la population ; cette démarche peut déboucher à un cadastre
Les problèmes induits par la « régularisation ». Les services techniques, architectes et ingénieurs, sont toujours limités par le financement et les résistances des populations directement concernées par les changements. Donc, elles sont très difficiles.
- (3) La régularisation apporte quelques éléments importants au yeux des habitants :
 - d'abord, un adressage (ils ont enfin une adresse dans la ville)
 - l'adresse induit toutefois aussi l'arrivée de facture et autres nouveaux problèmes dont les populations habituées sans adresse n'ont pas conscience !
- (4) Il est important de mentionner que dans ces processus de régularisation, la question des réseaux tels que les transports publics, l'eau et l'électricité ne sont pas des problèmes : ils se résolvent sans gros investissements et en se glissant dans les tissus (s'ils ne sont pas déjà en place depuis longtemps...).

Les questions centrales sont : la « question foncière », le « droit de rester », « l'adressage », ...

- **La « régularisation » met en route un phénomène de « gentrification »**

Comme le processus de régularisation passe par la « propriété foncière », il induit un phénomène du style « gentrification » !

D'où (postulat de G. Massiah et J.-F. Tribillon), il est absolument nécessaire d'insister sur la distinction entre :

- « Propriété foncière » (processus de gentrification)
- « Sécurité foncière » (processus de stabilisation)

La crise des formes de propriétés foncières sont un enjeu dans le temps long.

Bref, on comprend ici qu'il n'y a pas d'évidences entre les modèles urbains et les modèles politiques de développement.

3_ Quels sont les « modèles de développement », au croisement entre « politiques de développement » et « formes urbaines »

Les « modèles de développement » se situent au croisement entre « politiques urbaines » (ou de « développement ») et « formes urbaines ».

Il est nécessaire de comprendre ces deux niveaux à la fois comme des lieux de contraintes et de possibilités.

La mondialisation (qui selon Bourdieu commence en 1492 avec la découverte de l'Amérique) évolue selon des phases de 30 à 50 ans, lors desquelles il faut identifier les « dominances » et les « résistances ».

- **Quatre modèles urbains très présents dans les villes/métropoles actuelles correspondant à quatre modèles de développements (modèles et périodisation)**

(1) Le modèle « fordiste », pays du Nord, 1945-1980.

Le modèle économique :

Ce premier modèle est dominant dans les pays du Nord. Issu de l'industrialisation, le modèle fordiste se construit sur ce compromis social :

- il n'y a pas de remise en cause de l'entreprise tant que l'augmentation de la productivité est constante, et tant qu'elle se répercute sur l'augmentation des salaires.

Ce compromis se construit sur une économie liée à un marché « intérieur ».

La conséquence est que : le salariat devient le modèle dominant et que la finalité est le « plein emploi ».

Si ce point constitue le pacte social de ce modèle, néanmoins, il n'y a pas de démocratie dans l'entreprise. Par contre en dehors oui !

Par exemple, dans la période de 1945 à 1980, on a une dominance de l'industrie, et une résistance des syndicats en dehors de l'entreprise (nb. Le droit d'avoir un syndicat dans l'entreprise date de 1968/69 en France)

Le modèle urbain correspondant :

le plus évident c'est celui prôné par la Charte d'Athènes. Le zoning définit des lieux de travail et d'habitat, les transports, les équipements et les services publics, les lieux d'éducation et de santé.

Il en découle un « salaire indirect » qui se manifeste dans les assurances maladies, assurances chômage... mais aussi dans l'éducation et les loisirs.

Il apparaît aussi dans ce modèle la question du logement social (HBM) dans une vision du logement collectif dont les formes prônées sont connues (tours, barres hautes, collectif horizontal, etc.).

Le modèle urbain le plus abouti ou avancé est celui des villes nouvelles qui a tenté d'aborder et de résoudre de front le rapport entre logement et travail.

Aujourd'hui, il y a chez de nombreux acteurs de la ville la nostalgie de cette période (qui est aussi un « miroir aux alouettes » !)

(2) Modèle des « indépendances nationales » dans les pays du Sud, 1960-1980

Dans les pays du Sud, l'urbanisation ne suit pas les mêmes logiques que dans les pays du Nord. Comment se différencie-t-elle ?

Dans les pays du Sud, l'urbanisation c'est : « ordonner la ville » sans s'occuper de la population majoritaire.

Pour aller vers le modèle fordiste, il faut construire d'abord l'état. L'urbanisme vise d'abord à construire une symbolique de l'état, par exemple :

- autour de centres monumentaux
- de logements sociaux pour les couches moyennes
- etc.

Autrement dit, dans les pays du Nord, l'État met en place des politiques d'urbanisme dans une économie fordiste. Le mouvement moderne en est l'illustration : État/urbanisation/industrialisation.

Or, dans les pays du Sud, comme l'État n'existe pas (dans de nombreux pays, on est en dans la période de décolonisation), donc la priorité est bien de lancer ce processus en commençant par la construction de l'État lié aux indépendances nationales.

L'approche dominante s'inscrit dans ce que l'on pourrait appeler : « rattrapage ». En construisant l'État, on imagine que l'industrialisation arrivera... Or, elle n'arrive pas !

De ce fait, la gouvernance de la ville devient très difficile. Le désordre est calmé par l'armée qui remet de l'ordre. Se mettent ainsi en place des dictatures des pays du Sud.

L'organisation de l'ordre urbain ou urbanisation se fait souvent de la même manière, à savoir que l'on met en place :

- des infrastructures du type autoroutes entre : centre/aéroport, université et zones industriels
- et des « cordons sanitaires » entre la « ville blanche » et la « ville noire », entre la ville des pauvres et la ville des riches, etc.

(3) Le modèle néo-libéral, 1980-2010 jusqu'à ?

Le modèle économique :

Alors que les pays du Sud recherchent le modèle fordiste périmé, les pays du Nord sont en train de basculer vers un modèle néolibéral.

Pour le dire très simplement, la contradiction majeure se manifeste dans ce problème : les salaires augmentent plus que la productivité. Autrement dit, le point qui est au cœur du contrat social du modèle fordiste s'effondre !

Une politique se met en place pour gérer ce problème : elle s'appelle « plan d'ajustement structurel », sorte de « plan d'austérité ».

C'est une révolution, car on passe de l'idée du « plein emploi » à une lutte contre l'inflation en même temps qu'à une valorisation des profits.

Pour le dire autrement et plus clairement :

- l'économie n'est plus fondée sur la productivité et la consommation intérieure d'un pays
- maintenant le marché est tourné vers l'exportation, vers le marché extérieur, c'est-à-dire vers le marché mondial ;
- on privilégie maintenant le marché à court terme (4 à 5 ans) et donc c'est aussi l'effondrement de la politique économique à long terme ;

Qu'est-ce que cela implique concrètement ?

- l'État n'investit plus dans la santé ou l'éducation qui permettait jusque une croissance. Là, il se tourne vers le marché mondial
- d'où la montée du chômage, des inégalités, etc.

Or, qu'est-ce que cette politique signifie ou implique pour un homme politique moyen ? C'est réussir à s'ajuster au marché mondial.

C'est une politique de « l'efficacité » : la croissance est claire et elle signifie pour lui l'augmentation des salaires (reste à savoir de qui ?) Les arguments sont tous trouvés : la France est 2,5 fois plus riche qu'en 1980.

Mais qu'elles en sont les conséquences :

(1) Si la France est 2,5 fois plus riche qu'en 1980, reste qu'on oublie de dire que dans la même période il y a 10 fois plus de chômage et de SDF... Il y a donc eu une augmentation des inégalités liés aux discriminations

(2) Il y a une prise de conscience de la crise écologique : développement d'une politique écologie. Elle remet en cause le fordisme : car on met en critique la croissance (augmentation de la productivité et de la consommation) par la question la sauvegarde des ressources naturelles et donc toutes les contradictions qui en émergent qui est au centre de l'écologie politique ¹

(3) multiplications des conflits et pas seulement ailleurs : il y a des guerres en Europe

(4) montée en puissance de l'insécurité : sociale : logement (50% de locataires en France), emplois (76 % des salariés en France).

Sur ce point se construit une idéologie « sécuritaire » selon laquelle c'est par la répression que l'on résout le problème.

C'est la responsabilité des pauvres...

Or, cela ne signifie pas d'occulter ce problème qui est réel, c'est la réponse (répression) qui est en cause.

Prenons deux exemples :

¹ Notes cs : émergence en 1973 de l'idée de « décroissance » posée par A. Gorz.

- L'ancien maire de New York, Rudolph Juliani, qui a mis en place la politique de la « tolérance zéro ».
- Un contre-exemple, le maire de Bogota, Antanas Mockus, a mis au centre dès le milieu des années 1995/97 (puis 2001/03) une « action citoyenne contre l'insécurité » ou mieux « pour une sécurité citoyenne »². « Durant les années Mockus, le taux d'homicide dans la capitale a été réduit de 70% ; les accidents de la route et les violences contre la personne divisés par deux. »

Le modèle urbain correspondant :

Le modèle urbain se construit autour de nouveaux centres (pas nécessairement celui de villes capitales mais autour de centres économiques) liés avec d'autres centres à l'échelle mondiale.

- Atlanta qui déplace son centre construit autour de l'église et la mairie vers un centre économique constitué autour des sièges de Coca-Cola et de CNN.
- À Paris, il y a des centres similaires qui se développent comme Porte Maillot avec un centre de congrès, de grands hôtels, des marques de luxe, etc. Le tout lié à l'aéroport de Beauvais et la compagnie low-cost RyanAir...

D'où le développement important des infrastructures comme des nouveaux quartiers, services/équipements/loisirs ainsi que l'espace publique pour accueillir voire attirer cette population internationale...

Cela signifie donc une sorte de « purification sociale et ethnique des quartiers ». Entre ces quartiers, on y glisse les autoroutes sous lesquelles, il y a les plus pauvres...

- Caracas : la ville plate (ville coloniale) est la ville des riches et les pauvres se situent sur les collines, dans les « Tal-Weg » et le long des autoroutes.

4_ Quelles conséquences tirer de la crise des modèles urbains ?

Y a-t-il des alternatives aux modèle néo-libéral ?

On est à un moment où il faut inventer, en interrelation, à la fois des nouveaux :

- modèles économiques

² Il a imaginé et mis en place de nombreuses actions inventives. « Il employa 450 mimes, gants blancs et visages peints, pour ridiculiser les automobilistes contrevenant au code de la route, suivre les pickpockets et autres auteurs de petits larcins, se moquer des individus qui se battent, prenant le parti d'humilier plutôt que de réprimander ». En Décembre 1996 et de 2003 à 2005, il établit des « journées volontaires de désarmement », où les possesseurs d'armes pouvaient les restituer contre la promesse de ne pas être poursuivis », armes remises dans les confessionnaux des églises. Autres actions, « pour permettre aux femmes de sortir sans se faire agresser, Mockus instaura des « nuits de la femme », où toutes les discothèques et les bars d'une partie de la capitale leurs étaient réservés et où les agents de police sont toutes des

- modèles urbains

Comment ?

Il ne faut pas laisser faire ni se laisser faire, il y a une sorte de « new green deal » qui s'esquisse. C'est une sorte de dépassement du capitalisme, qui semble se construire autour des quelques idées-clés :

- (1) il faut trouver une régulation juste dans laquelle il faut reconnaître les associations et la société civile.
- (2) accepter une redistribution des revenus
- (3) construire le modèle écologique : l'environnement urbain se dégrade, il faut le repenser au plus tôt
- (4) trouver des issues aux conflits
- (5) il faut changer les représentations, que ce soit celles relatives aux formes de la démocratie que celle de la participation citoyenne

5_ Comment l'architecte peut-il se positionner par rapport à ces phénomènes ?

Prenons le cas singulier des barrios.

Comme architectes comment est-il de se positionner face aux barrios de Caracas ?

D'abord, il faut poser les questions en termes stratégiques (et non opérationnel, car l'opérationnel est géré par les habitants aujourd'hui !)

Pourquoi ?

Parce qu'appréhender ces territoires, c'est se trouver face à une contradiction entre :

- les questions de l'urgence (éboulement, survie, argent, santé, etc.) relatives au temps court
- les questions de la transformation urbaine posant le terme du temps long

Seul le stratégique peut permettre d'articuler ces deux niveaux : urgence et temps long

Dès lors, quels sont les questions qui se posent ?

Il est d'abord nécessaire d'identifier les « acteurs présents » et « potentiellement porteurs d'actions » : est-ce l'État ? les collectivités locales ? acteurs économiques ? Associations ? acteurs de la production de la ville ? mouvements sociaux (c'est-à-dire pas des habitants isolés ou seuls) ? etc.

femmes. Lors de ses trois premières réalisations, l'événement a réuni 700 000 participantes. »

Le maire de Bogota a accompagné ces actions citoyennes par des transformations de l'espace urbain : modernisation des transports publics, mise en place de pistes cyclable, désenclavements de certains quartiers, etc. ATTALI Jacques, « *La citoyenneté contre la violence. L'Amérique latine, en proie à une violence endémique, multiplie les expériences en faisant appel au citoyen pour défendre la sécurité de leur cité* », lundi 20 Avril 2009, website : <http://www.slate.fr/story/4083/la-citoyennete-contre-la-violence>

À partir de là, il faut identifier les « alliances » possibles en s'interrogeant sur :

- quels sont les stratégies des différents acteurs ?
- quelles sont les stratégies d'alliances possibles ?
- et plus précisément on pourrait dire que sont les propositions (ou les projets) qui peuvent faire alliances ?

Notes prises par cs le 6 mars 2009

B) Intervention de Gustave Massiah dans le séminaire de préparation au workshop de Asuncion 2010, le 13 mars 2010, 9h30-13h00

Propos introductif :

GM propose quatre hypothèses de départ :

- 1) Réflexions méthodologiques pour situer le propos
- 2) Sur le modèle dominant actuel : le néo-libéralisme et ses conséquences urbaines
- 3) Comment le modèle néo-libéral s'est-il imposé à partir de 1945 à 1980 ? Pour remplacer quel autre modèle ?
- 4) Le modèle néolibéral en crise : critiques et pistes émergentes aujourd'hui ?
- 5) Échelle de la transformation urbaine locale

Dans chaque phase, il y a

- un mouvement « dominant », un systémique,
- un mouvement « résistant », ou anti-système

1_ Réflexions méthodologiques pour situer le propos

• Réflexion n°1

La réflexion proposée ici se situe met en scène plusieurs dialectiques :

- la dialectique entre modèle politique et modèle socio-économique
- la dialectique entre modèles de développement urbain et modèle de développement économique

Sachant que :

- par le terme « développement », il s'agit de parler des transformations sociales ;

par le terme « modèle », il s'agit de mettre l'accent sur les logiques qui s'imposent

Aujourd'hui, les modèles articulent plusieurs échelles (c'est du reste du ressort du politique d'arriver à articuler les échelles) :

- les échelles spatiales : local, régional, national, mondial, planétaire
- les échelles temporelles : « temps court » et ou urgence (populations dans la pauvreté) ; « temps long » ou transformations lentes

Les approches sur l'articulation de ces échelles se posent en termes de « stratégies »

• Réflexion n°2

Comment analyser un modèle de développement ?

Aujourd'hui, on se situe dans un modèle capitaliste

Ce modèle s'inscrit dans un phénomène de mondialisation qui s'inscrit dans un temps très long vu qu'il commence (selon Bourdel) en 1492 avec la découverte de l'Amérique.

Chaque phase dure environ de 30 à 50 ans.

Par exemple, dans la période de 1945 à 1980, on a une dominance de l'industrie, et une résistance des syndicats

Le développement doit se penser dans la combinaison entre les deux.

Les idées de transformations se construisent donc sur les dominantes socio-économiques et les forces anti-systémiques, les résistances.

Prenons l'exemple du Paraguay, quels sont les mouvements anti-systémiques actuels ? Est-ce que ce sont les Indiens Guarani ? Les petits paysans luttant contre les gros propriétaires terriens brésiliens ? les femmes ? les syndicats de salariés ? les adeptes des mouvements écologistes ?

Toutes ces questions sont souvent posées dans les « mouvements sociaux mondiaux » sont porteurs de mouvements systémiques. Ils l'expriment entre autres car ils ont toujours lieu en parallèle (même moment et même lieu) aux forums économiques mondiaux.

Penser les transformations urbaines, c'est penser les deux mouvements en même temps, les systèmes dominants et les résistances ou tendances anti-systémiques.

2_ Modèle dominant actuel : le modèle néo-libéral, 1980-2010 jusqu'à...

- **Quelle est la logique systémique de ce modèle économique qui débute en 1980 ?**

Le fondement :

- la priorité est donnée au marché mondial et en particulier à celui des capitaux

Les politiques économiques de tous les pays s'ajustent sur ce modèle : on parle dudit « ajustement structurel » - invention et produit de la Banque Mondiale.

Pourquoi a-t-on eu besoin de créer cet « ajustement structurel » ?

Parce le modèle économique sous-jacent est celui de la « croissance » : cet AS permet de renforcer le modèle dominant, donc le modèle financier néolibéral. Autrement dit, il renforce ceux qui détiennent le pouvoir sur le marché des capitaux.

L'hypothèse qui est au fondement de ce modèle est bien : le développement du marché mondial permet la croissance !

Comment se développe ce marché mondial ? Sur quelques éléments simples comme :

- développer les exportations
- empêcher le protectionnisme (ou dit autrement libre marché est à privilégier ;
- investissements libres ;

- avoir la porte ouverte aux multi-nationales
- etc.

On est face à une logique très simple, c'est un développement systémique

- **Quelles sont les contradictions de ce modèle ? Et ou quelles en sont les conséquences ?**

Ce modèle a une logique simple, mais aussi des conséquences évidemment lourdes :

- oui, il permet la croissance, mais il permet aussi la croissance des inégalités ; inégalités qui elles-mêmes renforcent les discriminations ;
- oui encore, il permet la croissance mais au détriment de l'écologie : produire de plus en plus induit aussi une plus grande consommation et l'utilisation de ressources de la planète ;
- oui, encore, ce modèle permet la croissance au détriment ou contre le phénomène de décolonisation engagé dès les années 1960 ; il suffit de mettre en rapport la carte de matière et la carte de matière première pour s'en rendre compte !

oui, enfin, ce modèle permet la croissance tout en construisant une idéologie « sécuritaire ». Plus il y a croissance, plus il y a insécurité sociale, écologique, civique, etc.

La lutte contre l'insécurité devient un enjeu.

Et surtout être pauvre dans ce modèle, c'est le vouloir !

Face à cette idéologie, des mesures et ou actions opposées sont prises :

- l'ancien maire de New York, Rudolph Juliani, qui a mis en place la politique de la « tolérance zéro » ;
- alors que (contre-exemple), le maire de Bogota, Antanas Mokus, a mis au centre dès le milieu des années 1995/97 (puis 2001/03) une « action citoyenne contre l'insécurité » ou mieux « pour une sécurité citoyenne ».

- **Comment les politiques de transformations urbaines s'appuient-elles sur ces contradictions ? Autrement dit, comme ce modèle s'exprime-t-il dans les transformations urbaines ?**

Partons d'un exemple :

Atlanta est une ville traversée par les autoroutes. Le centre s'est déplacé autour des sièges de Coca-Cola et de CNN. Le centre s'est donc déplacé _ d'un lieu où étaient représentées les institutions publiques (église, town hall, etc.)

- à un lieu où s'affiche le représentant les plus huppé du marché économique mondial

Or, dans chaque ville, il existe des (parties de) villes-mondes avec à côté le reste de la ville qui est :

- dominé par les discriminations/ségrégations
- par le fait que l'on ne circule pas à pied entre les quartiers

- on place des autoroutes entre et au-dessus de certains quartiers
- etc.

Cela dit, dans cette idée de ville-monde, il y a des traces non-seulement dans les centres économiques des grandes villes, mais aussi dans des quartiers d'immigrés. Par exemple, Western Union a ouvert des banques pour permettre le transfert d'argent des immigrés vers leur pays natal.

Il y a une armature mondiale des villes :

- 27 villes-états ou mégapoles
- x00 métropoles
- x villes moyennes organisant le territoire urbain et régional

Ce sont ici quelques-uns des éléments qui caractérisent le modèle urbain issu du modèle économique néo-libéral.

Pour appréhender ce modèle, d'où faut-il partir ?

- de la prise en compte des contre-modèles
- de la prise en compte des conséquences de ce modèle dominant ?

3) Comment le modèle néo-libéral s'est-il imposé à partir de 1945 à 1980 ? Pour remplacer quel autre modèle ?

Quel est le modèle qui s'imposait avant le modèle néolibéral ? Si ce dernier s'est imposé c'est qu'il répondait à des contradictions du modèle précédent !

- **Le précédent ou ancien modèle économique était le « modèle fordiste », 1945-1980.**

Sur quoi se fonde le « modèle fordiste » ?

D'abord, l'industrie était l'élément constitutif de la ville en s'organisant autour du binôme : logement & travail.

Dans ce modèle, l'objectif est le « plein emploi ».

Autrement dit, on peut augmenter les salaires si on augmente la productivité.

Si ce point constitue le pacte social de ce modèle, néanmoins, il n'y a pas de démocratie dans l'entreprise. Par contre en dehors oui !

Dans cette tendance dominante (systémique), il y a la naissance d'un mouvement social (anti-systémique). Cette résistance au modèle dominant est représentée par les syndicats. (NB. Le droit syndical dans l'entreprise en France date de 1968/69).

- **Le modèle urbain lié au modèle économique dit « fordiste », 1945-1980.**

C'est le modèle de la Charte d'Athènes : zoning, d'abord en différenciant les activités et en pensant l'articulation travail, logement loisir par les infrastructures.

Ce modèle trouve sa forme la plus aboutie dans les Villes Nouvelles.

C'est ce modèle fordiste que le modèle néo-libéral remet en cause, remplace. C'est-à-dire qu'il remet en cause, entre autres, l'industrie lourde et ces modèles urbains.

Aujourd'hui, on constate une nostalgie de ce modèle chez les architectes mais aussi chez les bailleurs et autres politiques.

Entre autres, parce qu'il se basait sur la « solvabilité » de futurs habitants. La montée du chômage fait que celle-ci n'est plus assurée.

Donc, il y a eu la crise profonde de ce système.

4) Le modèle néolibéral en crise : critiques et pistes émergentes aujourd'hui ?

Comment est-il possible de lier le modèle post-néo-libéral au modèle urbain lui correspondant ?

Comment les exprime-t-on ?

Quelles sont les questions posées ?

Quelles sont les issues possibles, sachant qu'il y en a toujours plusieurs !

- **Identification de trois pistes pour sortir de la crise ...**

1) au-delà d'un néo-libéralisme de guerre : les pouvoirs en place ont développé pour conserver ce néo-libéralisme un système politique répressif.

Une première piste est de trouver des alternatives à cette politique. Des expériences en cours sont éclairantes (par ex. Bogota)

2) vers la réforme du capitalisme néo-libéral. Une telle réforme a déjà été effectuée en 1929, avec le Crash de Wall Street.

Du reste, la Commission Joseph Stiglitz, au Sommet de l'ONU du 24-26 Juin 2009, a revisité le slogan de 1929 en parlant de « Green New Deal ». Ce dernier est basé sur :

- la question écologique est réelle et fondamentale
- les questions sociale et de l'emploi doivent être placées au devant des préoccupations
- il faut développer un équilibre géopolitique multipolaire.

3) dans l'analyse de la crise actuelle du néo-libéralisme, il ne s'agit pas seulement d'une crise de phase (30/50 ans) mais une crise plus longue et profonde, à savoir c'est le capitalisme qui est en crise.

Quelles sont les modèles de dépassement du capitalisme ? Quelles sont les formes possibles de ce dépassement ?

De nombreuses expériences en cours et des pratiques nouvelles offrent des pistes pour ce dépassement, même si elles ne sont encore aujourd'hui que marginales.

Donc, quelles sont ces expériences ?

- **Éléments - pistes – nouvelles pratiques à suivre attentivement**

Question n° 1.

L'évolution de la question du foncier dans son rapport aux transports ³.

De nombreuses questions se jouent dans cette articulation foncier/transports, car c'est là que se posent le plus clairement la question des inégalités, de la ségrégation, etc. (prix de terrains au regard de la proximité aux transports)

Il faut éviter que le foncier se substitue à la planification, autrement dit de faire que le foncier cher soit très accessible et le foncier bon marché ne soit pas desservi. La question de la planification des transports est un moyen pour dépasser cette contradiction.

NB. Certaines villes sont même allées par rendre gratuit les transports publics (cf. Aubagne), alors qu'à Paris, le RER de banlieue coûte au moins 8/9 euros pour se rendre au centre de Paris.

Question n°2.

Devenir de l'habitat irrégulier

Au lieu de viser la « propriété foncière », il faut privilégier la « sécurité foncière ». En ce sens, il faut développer des processus d'auto-promotion, auto-production, etc.

Il faut que les états acceptent que la population de quartiers auto-produits et auto-gérés (barrios, favellas, slums, etc.) restent sur place tout en leur permettant d'améliorer leurs conditions d'habitat. Surtout que la masse de personnes habitants dans ces quartiers ne cessent de croître de manière exponentielle : par ex. 65 % de la population de Caracas vit dans les barrios ; plus de 95 % de la population en Ethiopie vit dans de l'habitat auto-produit. IL n'est pas possible de continuer à faire comme si ces quartiers n'existaient pas !

La question qui se pose est faut-il tout régulariser ? Une grande partie de ces quartiers se sont installés dans des lieux à risques : le long de cours d'eau qui débordent ou dans des zones innodables ; terrains inadaptés à la construction (éboulement, effondrement) ; très forte pente (40% et plus) ; zone désertique (accès à l'eau) ; le long d'infrastructures (autoroutes, voies ferrées) ; etc.

De ce fait, il faut aussi développer des alternatives pour prendre en compte ces situations difficiles, à savoir :

- il faut régulariser sur place lorsque c'est possible

- lorsque les risques sont trop importants, il faut assurer voir s'il est possible d'assurer l'habitat sur place en faisant des travaux d'infrastructure : digue, fondation, services et équipements, etc.
- lorsque la situation est trop dangereuse, il faut mettre en place des processus de relogement dans des sites convenables
- le processus d'indemnisation existe, mais il ne fait que repousser le problème plus loin ; la population indemnisée ne sait toujours pas où aller, donc elle se ré-installe dans des situations nouvelles mais tout aussi difficiles.

Autrement dit, la régularisation est d'abord une question de situations, autant relatives aux risques physiques qu'aux données culturelles (statuts particuliers du sol).

Si les institutions ne sont pas là, la population revendique naturellement la propriété du sol. Par exemple, en Indonésie, si la population paie pendant 10 ans leurs impôts, ils reçoivent une « garantie foncière », même sans le titre de propriété.

En résumer, si la sécurité du sol est souvent proposée par le biais de la « propriété foncière », il faut préférer le « droit d'usage » ou « droit de propriété ».

Question n°3.

Les services publics : accès à ce droit pour tous

Question n°4.

Favoriser la création d'emplois locaux.

Production de richesses par les projets urbains. Par exemple, les commerces informels doivent pouvoir être maintenus voire développés.

Il faut aussi favoriser le retour du travail dans le logement. Cette proximité fait vivre les gens et le quartier.

La question est bien : comment produire et introduire de l'emploi par un projet urbain ?

Question n°5.

La question de l'environnement.

Dans les pays du Sud, les déchets sont un problème, bien qu'ils deviennent aussi source de revenus par des gens qui récupèrent, recycle, réparent, vendent, etc.

Des documents d'urbanisme du type « Master Plan » de ces pays (par ex., celui de Karaikudi, Tamil Nadu, Indes du Sud) imaginent même de réutiliser ces déchets en quantité importante pour produire de l'énergie.

Question n°6.

Diversification des modes de production des logements : promotions publics et privées certes, mais copropriétés, petites promotions privées, auto-productions, etc.

³ Référence, voir : RENARD Vincent, *Études foncières*

Question n°7.

Taxes et impôts locaux. Tendre vers l'autonomisation des quartiers de manière à ce que les populations les plus pauvres puissent prendre en main le développement de leur environnement proche...

Question n°8.

Rénovations des institutions et des processus démocratiques. Exemple, au Vénézuéla où la société civile est invitée à se constituer en communauté de quartiers. Le développement se fait par le bas... avec des financements issus des missions.

Question n°9.

...

EN BREF.

Les conditions nécessaires existent partout, mais il faut partir du « déjà-là » : « le déjà-là physique », comme « le déjà-là social » (processus à l'œuvre, compétence population en place, etc.)

Les plans d'urbanisme doivent être des documents interactifs pour intégrer les forces des partenaires présents...

Notes prises par cs le 13 mars 2010